

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 15/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL LA FOUCAUDAIS**

La Foucaudais  
44670 Petit-Auverné

Références : 2024-0442  
Code AIOT : 0054401214

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement EARL LA FOUCAUDAIS implanté La Foucaudais 44670 Petit-Auverné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LA FOUCAUDAIS
- La Foucaudais 44670 Petit-Auverné
- Code AIOT : 0054401214
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Etablissement d'élevage de volailles (poulets de chair) autorisé pour 52000 emplacements  
Les volailles sont élevées dans 2 bâtiments de 1150 et 1287 m2, sur litière accumulée

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation au dossier	Autre du 03/02/2014	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
3	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
10	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
11	Vérification des MTD ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
12	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est bien tenu, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation au dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/02/2014
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Nature et Effectif
<b>Constats :</b> Les effectifs mis en place sont de 54 652 poussins
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le nombre d'animaux mis en place étant supérieur au nombre d'emplacements autorisé, une demande au Préfet de mise à jour du nombre maximum d'emplacements autorisés est nécessaire
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Règles d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Distance minimale d'implantation des bâtiments d'élevage et leurs annexes
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Intégrations paysagères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
<b>Constats :</b> Site très bien tenu
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Sécurité Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
<b>Constats :</b> Locaux propres Plan de dératisation en place avec intervention d'une société spécialisée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poteaux ou bouches d'incendie</li><li>- Réserve d'eau</li><li>- Extincteurs adaptés aux risques</li><li>- Contrôle des extincteurs</li><li>- Affichage des consignes</li><li>- Vannes de barrage</li><li>- Accès pour les véhicules du SDIS</li></ul>
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Registre des risques
<b>Constats :</b> Absence de plan des zones à risque
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mise en place d'un plan de masse du site sur lequel seront répertoriées les zones à risque (stockage de paille, fuel, gaz, produits phytosanitaires, vannes de barrage gaz, coupure électricité, etc.) et les emplacements des extincteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.
<b>Constats :</b> absence de dispositif de rétention sous les bidons de produits de nettoyage
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion de l'eau
<b>Constats :</b> Présence de 2 compteurs sur l'eau issue du forage (1 pour chaque poulailler) mais absence de relevés mensuels de la consommation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mise en place d'un relevé mensuel de la consommation totale en eau du forage
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage des effluents
<b>Constats :</b> Le fumier est stocké sur les parcelles d'épandage après chaque bande (stockage au champ non observé)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion des déchets et des sous-produits animaux
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Vérification des MTD ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bref IRPP
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant choisit sur le site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. II. Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».
<b>Constats :</b> Ventilation dynamique Système d'abreuvement ne fuyant pas (pipettes avec coupelles) Sol en terre battue, litière accumulée (paille broyée), ajout fréquent de litière BRS (Bilan Réel Simplifié) réalisé annuellement
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rapportage	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »	
<b>Constats :</b> Déclarations annuelles réalisées	
année	émissions NH3
2020	5033 kg
2021	4180 kg
2022	3162 kg
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	